

## I. — L'environnement international

---

Le commerce mondial a connu une croissance exceptionnelle en volume en 1984 (+ 9 %) beaucoup plus forte que celle de la production (+ 5 % dans l'OCDE). Ce mouvement est le reflet des tensions conjoncturelles qui se manifestent aux États-Unis, tensions dont les effets ont été renforcés par l'appréciation du dollar contre toutes monnaies.

Depuis la mi-1984, le décalage conjoncturel entre l'Amérique et le reste du monde se réduit : la crois-

sance devient plus modérée aux États-Unis, tandis que la demande intérieure est plus forte dans les autres pays, Allemagne et Italie notamment. Aussi la progression du commerce mondial sera-t-elle beaucoup plus faible (+ 5 %) en 1985 qu'en 1984 et proche de celle de la production (3 à 4 % prévu dans l'OCDE). La demande de produits manufacturés adressée à la France restera soutenue (+ 4,5 % en 1985 après + 7,9 % en 1984), la vigueur de la demande interne chez nos partenaires européens compensant partiellement le ralentissement outre-atlantique.

---

### 1. La situation conjoncturelle des États-Unis et de nos principaux partenaires commerciaux

#### 1.1. Les États-Unis

La croissance américaine, dont la reprise date de la fin 1982, est particulièrement vive en 1984. Le produit national brut des États-Unis s'est accru de 6,8 % en moyenne annuelle. La reprise est ainsi la plus forte qu'ait connue l'économie américaine depuis la guerre de Corée. Les investissements des entreprises ont progressé de 20 % l'an dernier. Cette croissance s'effectue sans tension inflationniste notable, puisque le glissement annuel des prix de détail reste voisin de 4 % en 1984 comme en 1983.

A l'origine de ce mouvement on trouve une politique budgétaire fortement expansionniste depuis 1982. Même si en 1984 la part du déficit du budget fédéral dans le PNB s'est réduite sous l'effet de l'accélération de la croissance des recettes fiscales en période d'expansion, le déficit structurel (selon la définition qu'utilise l'OCDE pour se ramener à conjoncture constante) s'est creusé. L'importance du déficit fédéral, qui représente en 1984 près de 3,5 % du PNB, est un des facteurs qui explique le niveau élevé des taux d'intérêt réels, et rend difficile le réglage de la politique monétaire.

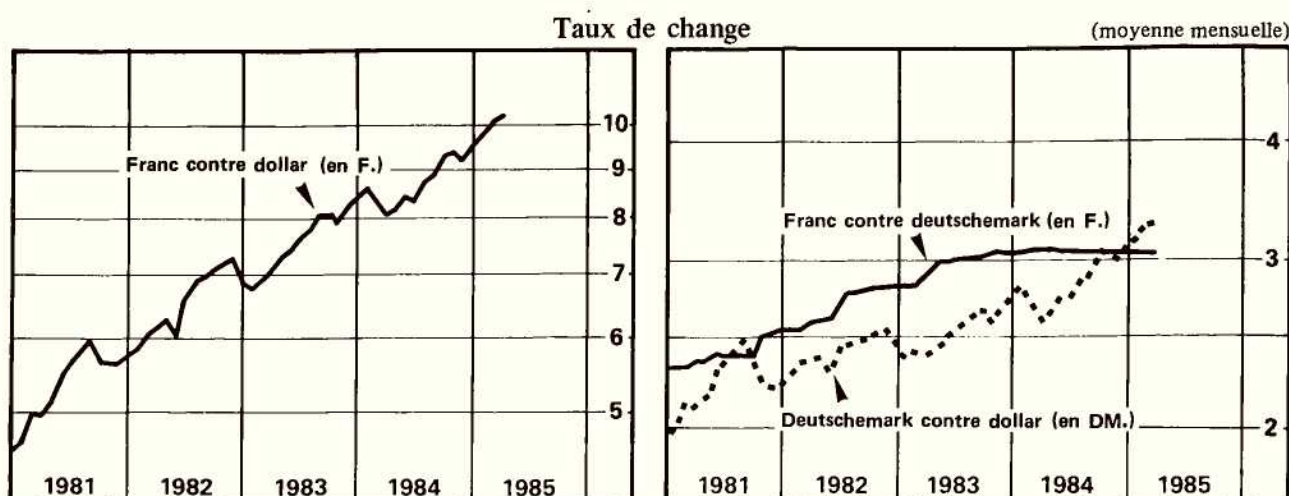
Ainsi, devant la forte croissance du premier semestre 1984, les autorités monétaires, pour respecter les objectifs qu'elles s'étaient fixés sur l'évolution des agrégats monétaires, ont été conduites à laisser monter les taux d'intérêt d'envi-

ron 2 points. On observe parallèlement, tout au long de l'année, une stabilisation des commandes nouvelles à l'industrie et une baisse du nombre de logements mis en chantier. Le ralentissement de la croissance au second semestre autorise une dé-crise des taux qui reviennent ainsi fin 1984 un peu en dessous de leur niveau du début de l'année.

Enfin, en 1984, le dollar s'apprécie fortement contre toutes monnaies. Cette évolution contribue à la fois à la modération des tensions inflationnistes aux Etats-Unis et au fort développement des achats américains au reste du monde (environ + 25 % en volume).

L'économie américaine ne peut rééditer en 1985 ses performances de 1984. La croissance plus lente de la demande intérieure fin 1984, le coût élevé du crédit en termes réels qui se fait sentir lorsque les ressources d'autofinancement sont épuisées et l'évolution récente des commandes de biens d'équipement laissent prévoir une nette inflexion des investissements des entreprises. Le fort niveau du dollar depuis 2 à 3 ans réduit la compétitivité de l'industrie américaine et, avec les délais habituels en la matière, concourt également à un ralentissement de la croissance de la production aux Etats-Unis en 1985. En sens inverse, la progression du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages autorise le développement de leur consommation. Aussi prévoit-on une croissance modérée de 3 à 4 % du PNB américain en 1985, tant en glissement qu'en moyenne annuelle. Les goulots que rencontre l'appareil productif se réduiraient et ceci se traduirait par un net ralentissement des achats des Etats-Unis au reste du monde : les importations de produits manufacturés des Etats-Unis n'augmenteraient en 1985 que d'environ 10 % après 32 % en 1984.

Il est toujours particulièrement difficile de prévoir l'évolution des taux de change et des taux d'intérêt. Nous avons retenu l'hypothèse conventionnelle d'un maintien du dollar à 10 F, cours moyen observé au premier trimestre 1985, sur les trois





trimestres suivants. Cette hypothèse correspond à une poursuite de l'appréciation, en moyenne annuelle, du dollar par rapport au mark sur la tendance des trois dernières années, associée à un maintien de la parité franc-mark au sein du système monétaire européen. Un essai de chiffrage de la sensibilité de la prévision pour l'économie française à l'hypothèse de change est présenté dans l'encadré.

## **1.2. Les principaux partenaires européens de la France**

### *La République Fédérale d'Allemagne*

La reprise conjoncturelle allemande date, comme celle des Etats-Unis, de la fin 1982. Interrompue passagèrement par les grèves du premier semestre 1984, la croissance a été vigoureuse au second semestre, en partie par un effet de rattrapage. En 1984, cette reprise a son origine pour l'essentiel dans le fort développement du solde extérieur de marchandises et dans un mouvement net de constitution de stocks. La consommation des ménages est très déprimée au second semestre, en raison d'une hausse du taux d'épargne. Les mises en chantier de logements neufs s'inscrivent en recul tout au long de l'année. La formation brute de capital fixe en équipements, après une forte baisse au premier semestre (- 10 % en taux de croissance semestriel), se redresse vivement en fin d'année (entre + 18 et + 20 %). Une correction à la baisse est à attendre début 1985, car cette progression, outre le fait qu'elle recouvre le rattrapage évoqué ci-dessus, est en partie liée à des facteurs institutionnels : pour bénéficier de déductions fiscales certains projets devaient être achevés avant le 31.12.1984.

La croissance allemande devrait se poursuivre en 1985 à un rythme proche de 1984 (environ 2,5 % en moyenne annuelle). Mais les contreparties de cette croissance seraient assez différentes : moins d'exportations, les gains de compétitivité du mark par rapport au dollar ne compensant que partiellement l'effet du ralentissement conjoncturel aux Etats-Unis, une consommation plus soutenue, l'augmentation des effectifs salariés assurant la progression du volume du revenu disponible des ménages.

Les industriels, interrogés sur leurs projets d'investissement en novembre 1984, prévoient une augmentation en moyenne annuelle de 7 % du volume de leurs investissements. Mais compte tenu de l'acquis enregistré fin 1984, la formation brute de capital fixe en biens d'équipement devrait connaître une croissance faible en profil sur l'année 1985. Les importations allemandes de produits manufacturés veraient leur progression ralentie en 1985 (+ 5 % après + 7,6 % en 1984 en moyenne annuelle), grâce à une compétitivité interne améliorée et à la réorientation de la demande vers des produits fabriqués davantage sur le territoire national.



## Chiffrer les effets

Les effets des variations du cours du dollar sur l'économie française ont déjà fait l'objet de nombreux chiffrages, par exemple dans la note de conjoncture de décembre 1982<sup>1/</sup>. Il est intéressant de reprendre ces évaluations dans le contexte conjoncturel présent et de mettre en évidence les incertitudes qu'elles comportent, en ce qui concerne notamment notre environnement international. On prendra ici pour base une baisse du dollar de 10 % contre toutes monnaies, à parités inchangées au sein du système monétaire européen<sup>2/</sup>.

La première incertitude concerne l'évolution de notre compétitivité. La compétitivité française dans les échanges de produits manufacturés, se dégrade sur le marché américain et sur les marchés de la zone dollar. Ce premier effet est réduit, de par l'orientation géographique de nos échanges. Mais la compétitivité se dégrade aussi sur les marchés tiers puisque les produits américains y deviennent moins chers. Evaluer la variation du prix de nos concurrents toutes zones oblige à prendre en compte ces effets croisés, de même qu'à chiffrer la façon dont les exportateurs étrangers répercutent les variations de compétitivité ex-ante dans leurs prix. Sur la base d'une petite maquette mondiale de formation des prix à l'exportation, et d'hypothèses également plausibles en matière de comportement de marges des exportateurs, on admet que le prix de nos concurrents en francs baisse de 2 à 3 % quand le dollar baisse de 10 %.

Or, selon que l'on prend la borne inférieure ou la borne supérieure de la fourchette, les répercussions sont sensiblement différentes sur l'activité interne, même si elles restent proches sur les prix à la consommation et le solde commercial (dans le tableau qui suit, les simulations A et B sont faites en supposant que, hormis les taux de change et la compétitivité, l'environnement international reste le même. En particulier, les prix des matières premières gardent un niveau constant en dollar. On suppose aussi que la répercussion ex-ante de la baisse du dollar sur le prix des concurrents en francs s'opère immédiatement).

La deuxième incertitude est plus importante encore ; elle concerne le **prix des matières premières importées**, surtout le pétrole. L'hypothèse faite dans les calculs précédents suppose de façon extrême que leurs prix restent stables en dollars et donc baissent de 10 % en francs. On peut supposer alternativement, et de façon plus vraisemblable à moyen terme, que ces prix s'ajustent, par des mécanismes d'offre et de demande, de façon à conserver leur pouvoir d'achat vis-à-vis de la zone OCDE. Sur la base de la structure des échanges extérieurs des pays exportateurs vers l'OCDE, et des élasticités décrites plus haut pour les prix à l'exportation des pays de l'OCDE, le prix des matières premières s'accroîtrait de 6 % en dollars, soit une baisse

(1) Voir aussi pour une analyse détaillée faite à l'aide du modèle METRIC : "Apprécier une dévaluation" Economie et Statistique, n° 142, mars 1982.

### Effets d'une baisse du dollar de 10 % contre toutes (parités inchangées)

Hypothèses sur les	Prix des produits de base (en francs) .....	
	Prix de nos concurrents (en francs).....	
	Au bout de .....	
Effets sur les	Prix à la consommation (glissement en %). ....	
	Solde commercial annuel (milliards de F. 84).....	
	Produit intérieur brut (glissement en %) .....	

(1) Simulations effectuées à l'aide du modèle METRIC, en écart à un compte de référence sur la d'écarts en pourcentage en fin d'année ; pour le solde commercial, l'écart est calculé comme



## d'une baisse du dollar

de 4 % en francs, qu'on suppose, avec un certain arbitraire, prendre effet immédiatement.

La baisse du dollar a alors des effets de modération de l'inflation plus réduits (comparer les tableaux (A) et (C)), devient légèrement récessive, mais surtout n'améliore que faiblement la balance commerciale (6 MF au lieu de 17 MF en moyenne).

Un troisième élément d'incertitude vient de l'impact de la baisse du dollar sur **l'activité de nos partenaires**, et par voie de retour sur la demande mondiale adressée à la France. Les modèles mondiaux fournissent des résultats parfois différents à cet égard, mais s'accordent à juger que les Etats-Unis bénéficient de regains de compétitivité. Les pays en voie de développement grâce à l'allègement de la facture énergétique sont aussi favorisés. Nos partenaires européens sont dans des situations plus variées. Il semble en particulier que l'Allemagne subisse davantage que nous la perte de compétitivité vis-à-vis des Etats-Unis et que l'Italie soit proche du schéma français ; la réaction de l'économie anglaise et, hors Europe, de l'OPEP, dépend évidemment de l'évolution associée du prix du pétrole. Au total, l'effet sur la demande mondiale adressée à la France est très réduit de sorte qu'on peut le négliger dans une approche de court terme.

D'autres éléments, plus difficiles à quantifier, peuvent encore modifier le résultat : les scénarios de baisse du dollar s'accompagnent le plus souvent d'hypothèses sur les taux d'intérêt américains, et donc sur les taux d'intérêt des partenaires des Etats-Unis. Dans le cas de la France, les modèles semblent indiquer une assez faible réaction des grandes variables économiques aux variations des taux d'intérêt. Mais il n'en va pas de même pour l'économie américaine, et ceci peut affecter de façon moins marginale la demande mondiale adressée à la France.

Notons aussi que la baisse du dollar allège la charge de la dette extérieure de la France. Pour une masse d'intérêt d'environ 40 milliards de francs (hors intermédiation bancaire), dont les deux tiers environ sont payables en dollars, l'économie est de l'ordre de 2,7 milliards de francs.

Il faut relever enfin que les simulations présentées supposent des mécanismes de complète indexation des salaires sur les prix, mécanismes observés dans le passé. Depuis la mi-1982, ils semblent avoir joué différemment. En particulier, la hausse du dollar de 1984 (15 % en moyenne contre le franc) a sans doute pesé sur le pouvoir d'achat des salaires davantage que le décrit le modèle et a favorisé le fort transfert du revenu des ménages et des entreprises des services vers le secteur exportateur.

(2) Les effets d'une hausse de 10 % du dollar seraient, en première approximation, de même ampleur que les effets d'une baisse, mais avec un signe opposé.

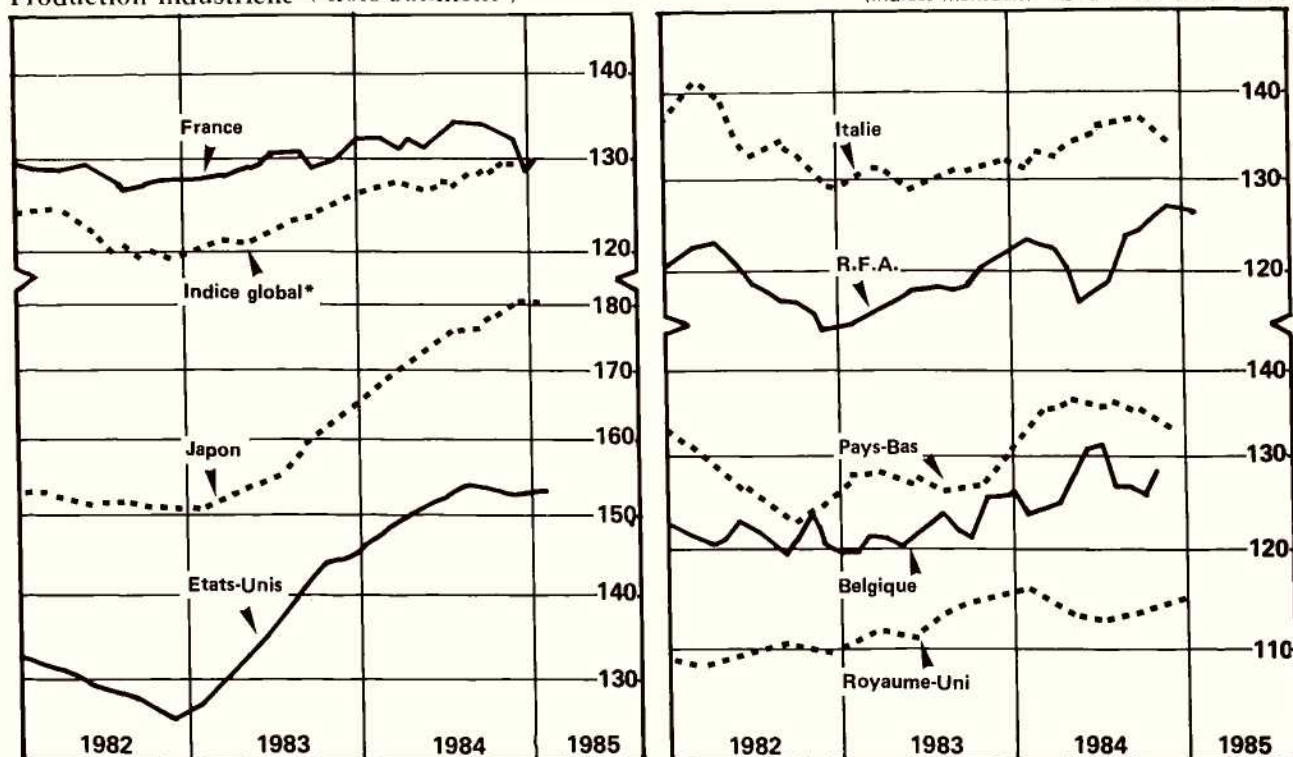
### monnaies selon diverses hypothèses alternatives au sein du SME)

	A			B			C		
.....	-10 %			-10 %			- 4 %		
.....	- 2 %			- 3 %			- 2 %		
.....	1 an	2 ans	4 ans	1 an	2 ans	4 ans	1 an	2 ans	4 ans
.....	-0,5%	-1,0%	-1,8%	-0,5%	-1,0%	-1,9%	-0,3%	-0,6%	-1,2%
.....	+ 17	+ 7	- 3	+ 17	+ 5	- 6	+ 6	- 1	- 10
.....	0,1 %	0,1 %	0,5 %	0,0 %	-0,1 %	0,3 %	-0,1 %	0,0 %	0,3 %

période 1984-1988. Pour les prix à la consommation et le produit intérieur brut, il s'agit somme des écarts trimestriels en francs, aux prix de 1984, sur l'année écoulée.

## Production industrielle ( hors bâtiment )

(indices mensuels) 1970 = 100 CVS-MM3



\* Indice pondéré (par les exportations de la France en 1980) de la production industrielle des huit pays.

### Le Royaume-Uni

1984 a vu un changement dans les conditions de la croissance en Grande-Bretagne (+ 2,8 % après + 3,2 % en 1983). Depuis la fin 1981, l'économie britannique connaissait en effet une croissance vigoureuse tirée par la consommation, le taux d'épargne des ménages baissant régulièrement. La production de pétrole de la mer du Nord contribuait à l'équilibre des comptes extérieurs. Or en 1984, le taux d'épargne se stabilise à un niveau bas, et la croissance de la consommation se ralentit nettement. De plus la grève des mineurs réduit la production, provoque une baisse des stocks et concourt à modérer la progression du revenu disponible des ménages.

L'investissement productif des entreprises constitue l'élément le plus dynamique de l'économie en 1984, avec une progression de 10 % en moyenne annuelle : les perspectives de demande des industriels sont favorables, et des incitations fiscales à l'investissement ont été mises en place dans le budget 1984, incitations qui joueront encore d'ailleurs en 1985. Ainsi, en 1984, la Grande-Bretagne est le seul des pays européens dont la croissance a une origine interne, la contribution du solde extérieur étant nulle, voire légèrement négative.

La prévision pour 1985 est rendue particulièrement délicate par les forts mouvements qui ont affecté la livre sterling et les taux d'intérêt (+ 4,5 % en un mois) en janvier dernier. Nous supposons qu'une correction en sens inverse interviendra



au cours du premier semestre. L'investissement productif pourrait alors croître à un rythme voisin de celui qu'il a connu en 1984 : les industriels britanniques prévoyaient en novembre dernier une progression en volume de 8 %, à une époque où l'issue de la grève des mineurs était encore incertaine. La croissance du revenu disponible des ménages expliquerait, quant à elle, une progression plus soutenue de la consommation. Mais les investissements en logements seraient nettement orientés à la baisse.

En définitive, la croissance du produit national brut serait forte (plus de 3 %) mais les importations de produits manufacturés du Royaume-Uni, fortement gonflées en 1984 du fait de la grève des mineurs (+ 13,2 %), croîtraient plus modérément en 1985 (+ 5 % en moyenne annuelle).

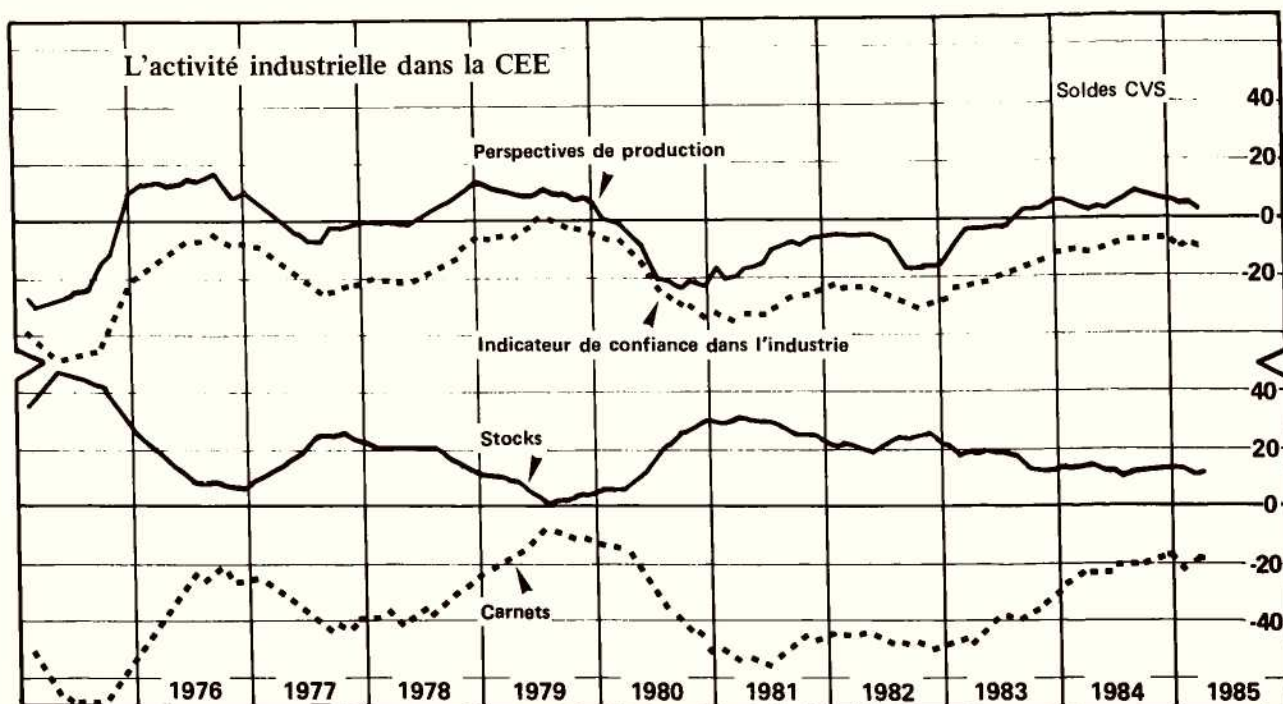
### ***L'Italie***

Faisant suite à deux années de baisse, 1984 a vu le redémarrage de l'économie italienne : le produit intérieur brut a crû de près de 3 %, la production industrielle de près de 5 %. Cause initiale de ce retournement, la croissance des exportations a fait place, au cours de l'année, à une vive progression de la demande intérieure et particulièrement de l'investissement. La très forte poussée d'importations qui en a résulté a entraîné une aggravation marquée du déficit commercial en dépit d'une décélération remarquable des prix (qui, en glissement sur douze mois, sont redescendus de quatre points au cours de l'année), elle-même fruit d'une politique salariale plus restrictive - mais difficilement acceptée.

Aussi n'est-il pas sûr que de tels ralentissements nominaux se poursuivent en 1985, malgré une politique économique que le niveau de la dette publique contraint à rester rigoureuse. C'est pourquoi le solde extérieur pourrait encore se dégrader et la demande publique stagner, tandis que se poursuivraient la croissance de la consommation privée et plus encore, en moyenne annuelle, celle de l'investissement industriel. Au total, l'augmentation du PIB en 1985 pourrait, en moyenne annuelle, n'être que peu inférieure à celle de 1984.

## **2. Le demande mondiale adressée à la France et les prix de nos concurrents**

La croissance des importations de produits manufacturés des principaux partenaires commerciaux de la France restera, on vient de le voir, assez soutenue en 1985. On prévoit par ailleurs un accroissement des achats des pays de l'Est, un maintien de la progression à un rythme élevé de la demande des pays en voie de développement, et une poursuite du recul des importations des pays de l'OPEP.



Importations de produits manufacturés		( volume, taux de croissance annuel en % )	
	Pondération (1)	1984 <sup>e</sup>	1985
Zone OCDE	70	11	6
dont : USA	8	32	10
hors OCDE	30	2	3
dont : OPEP	9	- 9	- 6
PVD	17	7	7
Est	4	2	4
Demande adressée à la France	100	7,9	4,5

e : estimation  
 (1) Poids de chacune des zones ou pays dans les exportations françaises en 1980.  
 Source : Direction de la Prévision et INSEE.



Dans ce contexte, la demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France, pourrait évoluer comme suit :

<b>Demande mondiale de produits manufacturés adressés à la France</b>													
Taux de croissance trimestriels en % (indice de volume 1980 = 100)													
1983	1984						1985						
MA	84.1	84.2	84.3	84.4e	GAt	MAe	85.1	85.2	85.3	85.4	GAt	MA	
1,5	6,3	- 3,1	3,0	1,9	8,1	7,9	0,7	1,1	1,1	1,1	4,0	4,5	

e : estimation  
 Source : Direction de la Prévision et INSEE.

On notera un ralentissement dans la croissance prévue au début de 1985. Ceci est conforme aux premières indications disponibles sur l'activité dans la Communauté Economique Européenne : les carnets de commande des industriels se sont un peu dégarnis et leurs perspectives de production sont un peu moins favorables qu'à l'automne 1984. La rigueur de l'hiver contribue sans doute à expliquer ce ralentissement passager. La demande mondiale progresserait à partir du printemps à un rythme de l'ordre de 1 % par trimestre.

La hausse du dollar début 1985 et les gels de l'hiver sont responsables d'un regain de l'inflation au début de l'année en Europe. La fermeté de la demande intérieure en Allemagne et en Italie contribue également à arrêter le mouvement de désinflation. En Allemagne le glissement sur douze mois des prix de détail serait en 1985, du même ordre qu'en 1984 (un peu plus de 2,0 %). En Italie, il ne pourrait guère descendre en dessous de 8 %, après 8,7 % en 1984. En Grande-Bretagne, la prévision est particulièrement hasardeuse, car directement liée aux évolutions de taux d'intérêt et du cours de la livre sterling : les évolutions du premier trimestre vont dans le sens d'une accélération.



TABLE 1. Summary of the data for the 1982 and 1983 seasons.

Year	1982		1983	
	Area (ha)	Yield (t/ha)	Area (ha)	Yield (t/ha)
1982	100	1.5	100	1.5
1983	100	1.5	100	1.5

The first part of the report describes the experimental design and the results of the field trials. The second part discusses the statistical analysis of the data and the conclusions drawn from the results. The third part provides a summary of the findings and recommendations for future research.

The results of the field trials show that the yield of the crop was significantly higher in 1982 than in 1983. This was due to the higher rainfall in 1982, which resulted in better soil moisture conditions. The statistical analysis confirmed that the difference in yield between the two years was significant. The conclusions drawn from the results are that the crop is highly dependent on rainfall and that irrigation should be considered as a means of improving yield in years with low rainfall.



## II. — Les échanges extérieurs

---

L'évolution du solde des échanges extérieurs en 1985 est largement dépendante des hypothèses conventionnelles en matière de taux de change et de prix de l'énergie qui sous-tendent cette note : cours du dollar stable à son niveau moyen du premier trimestre, 10 francs, sur les trois derniers trimestres de l'année ; prix du baril de pétrole fixé à 28 dollars.

Comme l'année dernière, la facture énergétique devrait avoir un profil heurté, achats importants au premier trimestre, compensés par un allègement au troisième. La hausse du dollar en début d'année serait responsable, malgré une légère baisse des volumes importés, d'un alourdissement d'environ 15 milliards de francs du déficit énergétique.

La demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France s'accroîtrait moins vite en

1985 qu'en 1984, tout en restant plus vigoureuse que la demande intérieure française. Aussi l'amélioration du solde des produits manufacturés devrait-elle se poursuivre. Elle serait d'environ 13 milliards de francs sur l'année, nettement moins importante donc que l'an dernier. Ce chiffre suppose un redressement rapide de nos performances, qui se sont anormalement dégradées sur les derniers mois connus.

Au total, compte tenu d'une légère progression de l'excédent agro-alimentaire, le déficit commercial de 1985 devrait être voisin de celui de 1984 et proche de 25 milliards de F. Si le dollar revenait à un cours moyen de 9,35 francs sur les trois derniers trimestres de l'année (soit 9,50 francs en moyenne annuelle), la facture énergétique, et avec elle le déficit, pourraient se réduire d'environ 8 milliards cette année.

---

### 1. Les échanges agro-alimentaires

L'année 1985 s'ouvre avec un excédent mensuel des échanges extérieurs en produits agro-alimentaires de 2 milliards de francs, en retrait de 0,8 milliard sur les résultats du second semestre 1984.

La vague de froid de janvier ne paraît pas devoir affecter sensiblement les rendements en céréales d'hiver. Bien qu'en retrait sur les niveaux records de la campagne 1984-1985, les perspectives de production des grandes cultures végétales (céréales et colza) sont bonnes <sup>1/</sup>.

De nouvelles ventes à l'URSS et l'Afrique du Nord soutiennent les exportations de céréales.

Par ailleurs, le volume des exportations de produits alimentaires transformés

---

(1) Les premières estimations de l'ONIC tablent sur une production 1985 de blé de 25 millions de tonnes (dans la moyenne des années 1982 et 1983) soit en retrait de 7 millions de tonnes sur le record de 1984.

devrait pouvoir se maintenir au voisinage des niveaux atteints fin 1984 qui entraînent un sensible redressement du taux de couverture de ces produits depuis fin 1983 à la fois vers les pays tiers et vers la CEE.

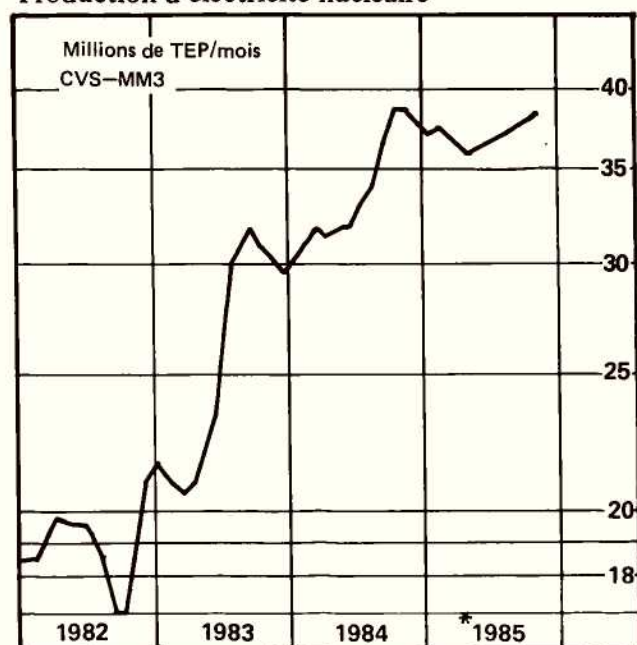
Les termes de l'échange agro-alimentaire devraient s'améliorer lentement comme on l'observe déjà fin 1984, du fait de la tendance des cours mondiaux des produits tropicaux et des oléagineux.

En termes annuels, l'année 1985 pourrait enregistrer un solde excédentaire au moins équivalent à celui de 1984 (26 milliards de F.), qui reflèterait une stabilisation des termes de l'échange et une progression de près de 10 % du taux de couverture en volume du fait de l'acquis de fin 1984.

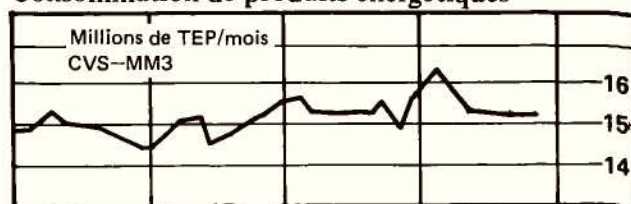
## 2. Les échanges énergétiques

La consommation de produits énergétiques devrait être en 1985 légèrement supérieure à celle de l'an dernier (188,5 millions de TEP au lieu de 187 en 1984). L'observation des premiers mois de l'année et le niveau actuel des stocks (cf. encadré) laissent penser que le supplément de consommation lié à la rigueur de l'hiver sera presque intégralement prélevé sur les stocks ; ainsi le déstockage de 1985 serait voisin de celui de 1984 (1,5 à 2,0 millions de TEP).

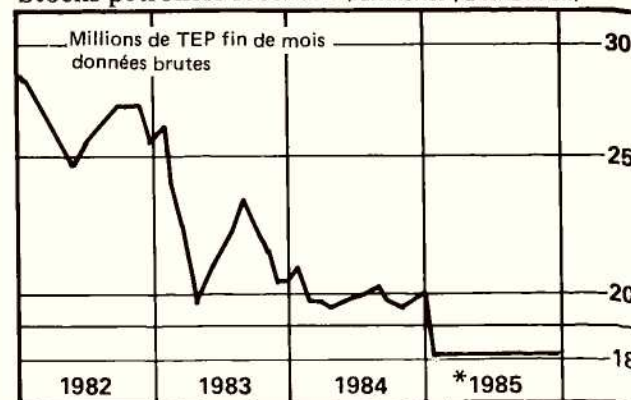
**Production d'électricité nucléaire**



**Consommation de produits énergétiques**



**Stocks pétroliers recensés (raffineries + distribution)**



\* Prévisions pour 1985



## Les stocks de produits pétroliers

Exprimés en nombre de jours de consommation, les stocks de produits pétroliers recensés dans les raffineries et le réseau de distribution sont évalués par l'INSEE à partir de données professionnelles et de l'Observatoire de l'Energie à 95 jours au premier trimestre 1985 et ceux de gaz naturel "utile" (60 % du volume stocké) à 100 jours. L'obligation de maintenir un stock de réserve "pétrolière" au moins égal à 90 jours de livraisons s'applique à chaque produit et à chaque compagnie. De ce fait, le volume global minimum des stocks de réserve est plutôt de l'ordre de 95 jours. Par ailleurs l'équilibre entre la demande d'importation de gaz et le volume prévu des importations en fonction des contrats étant apparemment assuré, le stockage souterrain de gaz naturel devrait, aux aléas saisonniers près, se stabiliser en 1985.

Par ailleurs la production d'énergie primaire devrait augmenter légèrement en 1985<sup>1/</sup> tandis que les exportations auraient plutôt tendance à baisser, de sorte que les importations énergétiques en 1985 seraient un peu plus faibles qu'en 1984 (122 millions de TEP au lieu de 125). Ces importations seront très heurtées au trimestre le trimestre. Le premier trimestre, largement observé, est particulièrement fort, non pas tellement comme on l'a vu plus haut en raison du froid, mais plutôt parce qu'un changement de saisonnalité conduit à surcharger les achats sur ce trimestre et à les alléger au troisième<sup>2/</sup>.

1984					Total 84	1985					Total 85
1.84	2.84	3.84	4.84	1.85		2.85	3.85	4.85			
11.3	10.5	9.6	10.3	125	Importations	10.8	10.4	9.3	10.2	122	
1.4	1.5	1.4	1.3	17	Exportations	1.2	1.2	1.3	1.3	15	

(1) La vive progression de la production depuis le début de 1983 serait très ralentie en 1985. La production d'électricité nucléaire qui en était le moteur se stabiliserait en 1985 autour du niveau acquis au quatrième trimestre 1984 car, bien que l'accroissement prévu de capacité soit en 1985 équivalent à celui de 1984, le planning d'entretien induit une moindre disponibilité.

(2) Cet effet est lié à la levée en août 1983 de l'obligation de modulation saisonnière du niveau des stocks de réserve.

Après une baisse au premier trimestre, le prix CAF du baril de pétrole est supposé stable à 28 \$ tout au long de l'année 1985 (soit 205 \$/TEP). Le prix du pétrole (brut et raffiné) baisse donc de 5 % en glissement et de 7 % en moyenne. Converti en francs avec un dollar à 10 F, il augmente d'environ 1 % en glissement, de 7 % en moyenne en 1985.

La facture énergétique pourrait alors présenter le profil suivant :

La facture énergétique										
					en milliards de francs/mois					
1984						1985				
1.84	2.84	3.84	4.84	Total 84		1.85	2.85	3.85	4.85	Total 85
18.9	18.0	16.5	18.8	217	Importations	20.8	19.9	17.5	19.4	232
2.3	2.5	2.6	2.4	29	Exportations	2.5	2.5	2.5	2.5	30
16.5	15.5	13.9	16.4	187	Solde	18.3	17.4	15.0	16.9	203
8.3	8.3	9.0	9.4	8.7	F/\$ (niveau)	10	10	10	10	10

Sur l'ensemble de l'année, les importations énergétiques seraient alourdies d'environ 15 milliards de francs soit 6,9% (7,5 % de hausse des prix atténuée par une légère baisse des volumes).

### 3. Les échanges de produits manufacturés

#### 3.1. Les prix et la compétitivité

Pour étudier l'évolution de la compétitivité en 1985, il faut tout d'abord faire une hypothèse sur les taux de change, puis prévoir l'évolution des prix fixés par les producteurs français, prix à la production et prix de nos exportations, enfin faire une prévision des prix de nos concurrents qui rejaillit directement sur le prix de nos importations.

On a fait l'hypothèse conventionnelle (voir chapitre I) que le seul mouvement de parité significatif de l'année 1985 serait la montée du dollar au 1er trimestre. Le cours moyen du dollar s'établit ainsi à 10 francs sur les quatre trimestres de 1985. En conséquence, le taux de change effectif du franc se déprécie d'un peu plus de 1 % au premier trimestre et reste stable par la suite.



En 1985, les prix à la production français croîtront de 5,5 % en glissement, 3 % au premier semestre, qui se ressent de la hausse du dollar, 2,5 % au second semestre. Compte tenu de l'appréciation du dollar en début d'année et de l'évolution des prix de nos concurrents (voir ci-dessous), les prix à l'exportation en francs devraient augmenter fortement au premier semestre, profitant de l'avantage de change, puis évoluer parallèlement aux prix intérieurs.

Les prix des producteurs français						taux de croissance %						
1984							1985					
1.84	2.84	3.84	4.84	GAt	MA		1.85	2.85	3.85	4.85	GAt	MA
1.6	1.8	1.7	1.0	6.2	6.1	Production	1.5	1.5	1.3	1.2	5.5	5.5
2.8	2.6	1.6	1.8	9.1	10.1	Exportations	1.8	1.8	1.2	1.2	6.0	7.0
0.8	-0.1	1.8	1.0	3.5	5.8	Taux de change effectif	1.2	0.0	0.0	0.0	1.2	2.9
2.0	2.7	-0.2	0.8	5.6	4.2	Exportations dans la monnaie des concurrents	0.6	1.8	1.2	1.2	4.8	3.9

Les prix de nos concurrents						taux de croissance %						
1984							1985					
1.84	2.84	3.84	4.84	GAt	MA		1.85	2.85	3.85	4.85	GA	MA
1.5	0.5	1.3	1.0	4.4	4.3	Exportations des concurrents (monnaies nationales)	1.7	1.0	0.9	0.8	4.4	4.7
0.8	-0.1	1.8	1.0	3.5	5.8	Taux de change effectif	1.2	0.0	0.0	0.0	1.2	2.9
2.3	0.4	3.1	2.0	7.9	10.1	Exportations des concurrents (francs)	2.9	1.0	0.9	0.8	5.6	7.9
2.6	2.1	3.1	1.6	9.7	10.2	Importations françaises	2.2	1.2	1.0	1.0	5.4	7.2

En 1985, la hausse des prix sera toujours plus forte en France qu'à l'étranger (voir chapitre III pour les prix de détail). On suppose que l'écart de croissance en glissement entre prix de production français et prix d'exportation des concurrents étrangers, exprimés en monnaies nationales, sera de l'ordre de 1 %. Ce chiffre global, recouvre bien sûr des évolutions contrastées selon les pays. Avec la République Fédérale d'Allemagne, par exemple, l'écart sera d'environ 2,5%. Après conversion en francs, ce mouvement se retrouve sur le prix de nos importations, l'effet de la hausse du dollar étant, comme de coutume, quelque peu lissé sur l'année.

Au total, les termes de l'échange, rapport du prix de nos exportations au prix de nos importations, augmentent en glissement de 0,6 % sur l'année. Ceci est compatible avec les gains tendanciels de termes de l'échange estimés sur longue

période pour la France à environ 0,8 % par an. Corrélativement, la compétitivité sur les marchés extérieurs se dégrade de 0,5 %, tandis que la compétitivité interne reste en fin d'année 1985 à un niveau voisin de celui de la fin 1984. Au premier trimestre la sensibilité plus forte et plus rapide du prix des importations que du prix des exportations à la hausse du dollar entraîne une dégradation des termes de l'échange et une amélioration des compétitivités interne et externe. Au cours des trimestres suivants, en l'absence de mouvements de parité, les termes de l'échange s'améliorent et la compétitivité se dégrade.

1984								1985					
1.84	2.84	3.84	4.84	GAt	MA	1.84		2.84	3.84	4.84	GAt	MA	
2.8	2.6	1.6	1.8	9.1	10.2	(+) Exportations françaises	1.8	1.8	1.2	1.2	6.0	7.0	
2.6	2.1	3.1	1.6	9.7	10.2	(-) Importations françaises	2.2	1.2	1.0	1.0	5.4	7.2	
0.2	0.5	-1.5	0.0	-0.6	0.1	(=) Termes de l'échange	-0.4	0.6	0.2	0.2	0.6	-0.2	
2.3	0.4	3.1	2.0	7.9	10.1	(+) Exportations des concurrents (francs)	2.9	1.0	0.9	0.8	5.6	7.9	
2.8	2.6	1.6	1.8	9.1	10.2	(-) Exportations françaises	1.8	1.8	1.2	1.2	6.0	7.0	
-0.5	-2.2	1.5	0.2	-1.2	-0.1	(=) Compétitivité externe	1.1	-0.8	-0.3	-0.4	-0.5	0.9	
2.6	2.1	3.1	1.6	9.7	10.2	(+) Importations françaises	2.2	1.2	1.0	1.0	5.4	7.2	
1.6	1.8	1.7	1.0	6.2	6.1	(-) Production	1.5	1.5	1.3	1.2	5.5	5.5	
1.0	0.3	1.4	0.6	3.3	3.9	(=) Compétitivité interne	0.7	-0.3	-0.3	-0.2	-0.1	1.6	

### 3.2. Les échanges en volume

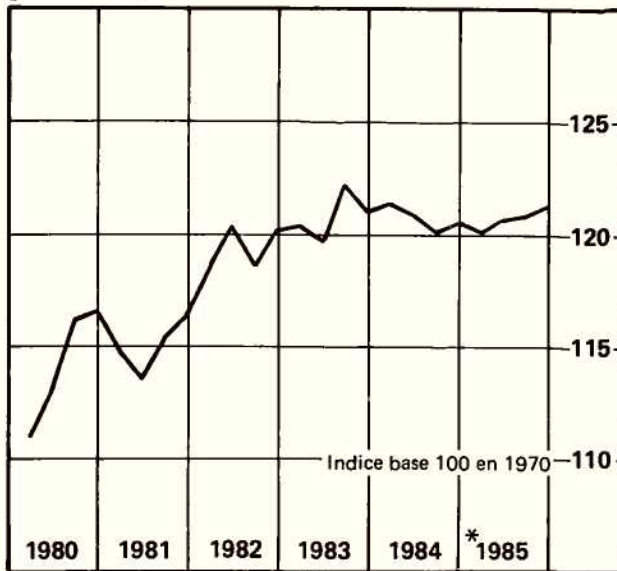
#### *Les exportations*

Au cours des trois derniers trimestres de 1985, la demande mondiale adressée à la France augmenterait d'un peu plus de 1 % par trimestre, après une progression un peu plus modérée (0,7 %) au premier trimestre (voir chapitre I). Avec une compétitivité qui a tendance à se dégrader depuis plus d'un an, les exportations françaises de produits manufacturés devraient progresser un peu moins vite que la demande mondiale au cours de l'année 1985.

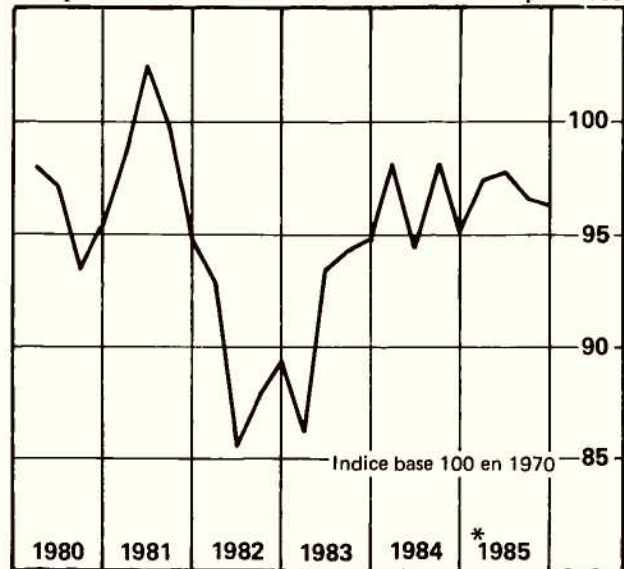
Un retour sur l'année 1984 et la prise en compte des résultats concernant les mois de janvier et février 1985 permettent d'assurer et d'affiner le diagnostic global.



Termes de l'échange des produits manufacturés



Taux de couverture en volume des produits manufacturés \* Prévisions pour 1985

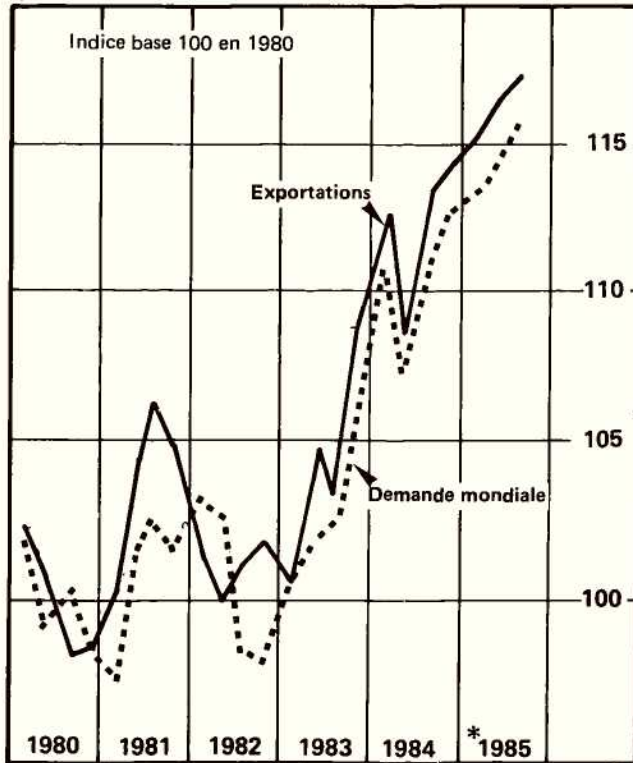


En 1984, la France a presque maintenu ses parts de marchés à l'étranger, les exportations suivant l'augmentation de 7,9 % de la demande mondiale adressée à la France. Sur cette même année, les ventes de matériel confidentialisé et de construction aéronautique ont progressé très rapidement (près de 15 % en volume) : elles ont contribué pour plus de 1 % à la croissance des exportations. Les autres ventes ont progressé de 7,0 %, chiffre qu'il faudrait comparer à la demande mondiale de ces produits. On ne dispose bien sûr pas de cette information mais on peut penser que la croissance de la demande mondiale, hors matériel confidentialisé et construction aéronautique, ne doit pas être sensiblement différente de celle de la demande totale, et être donc plus proche de 7,9 % que de 7,0 %. Ainsi, en 1984, la France semble avoir maintenu ses parts de marchés à l'étranger grâce à des gains sur le matériel de guerre et de construction aéronautique qui auraient compensé des pertes sur les autres produits.

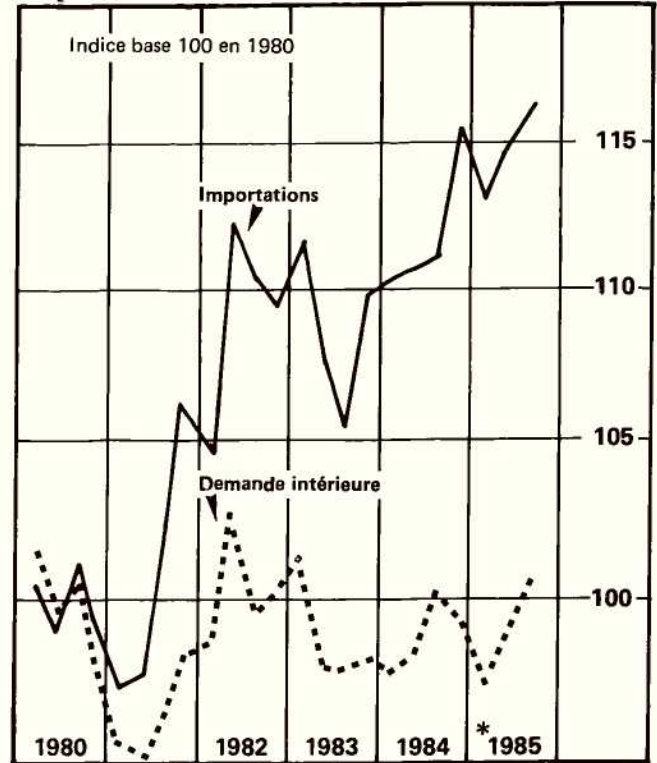
Or en 1985, le volume des ventes de matériel de guerre et de construction aéronautique devrait plutôt baisser. Certes ce type de ventes fait l'objet de négociations dont les échéances sont difficilement prévisibles, et les ventes qui s'annoncent très médiocres en particulier pour les Airbus au second semestre 1985<sup>1/</sup> peuvent être bien supérieures si se concrétisent rapidement les options non encore confirmées à ce jour.

(1) L'échéancier actuel d'Airbus Industrie prévoit des livraisons au premier semestre 1985 beaucoup plus fortes qu'au deuxième. Mais ces ventes sont saisonnières et les ventes du troisième trimestre sont en général plus faibles que celles des autres trimestres. Néanmoins cette année, la baisse des ventes au troisième trimestre est plus accusée que de coutume. En l'état actuel des commandes, la baisse des ventes en 1985, de l'ordre de 10 % (40 appareils en 1985 eu lieu de 44 en 1984), pourrait être sensible surtout au troisième trimestre.

### Exportations et demande mondiale de produits manufacturés



### Importations et demande intérieure de produits manufacturés



\* Prévisions pour 1985

Le matériel de guerre et les ventes d'avions représentent environ 10 % des exportations françaises de produits manufacturés. Une baisse de l'ordre de 5 % de ces ventes <sup>1/</sup> (correspondant à l'état actuel des commandes) fait baisser les exportations de produits manufacturés de 0,5 %. Pour limiter la perte de parts de marché de la France à ce chiffre (0,5 %), il faudrait que, contrairement à l'année 1984 et bien que la compétitivité soit moins bonne que par le passé, la France maintienne sa position sur les autres produits.

Mais il est vraisemblable que la demande mondiale adressée à la France est mesurée avec peu de précision en 1984. En effet, la croissance du commerce mondial, somme des importations de tous les pays, a été voisine de 9 % en 1984, tandis que la demande mondiale adressée à la France, qui pondère ces importations selon la structure par pays des exportations françaises en 1980, n'a progressé que de 7,9 %. La différence entre ces deux chiffres fait apparaître l'importance en 1984

(1) La structure des ventes de matériel confidentialisé et de construction aéronautique est la suivante en 1985 :

Matériel confidentialisé .....	52 %
Airbus .....	30 %
Autres matériel construction aéronautique ..	18 %

En 1985 les ventes de matériel confidentialisé pourraient rester stables en volume, celles des Airbus baissant comme on l'a vu d'environ 10 %. Si on suppose une baisse équivalente des autres matériels de construction aéronautique, la baisse de l'ensemble de ces ventes serait de 5 %.



de l'effet de structure géographique. Mais il est possible qu'en phase de reprise, la structure par produit des échanges soit, elle aussi, perturbée et réorientée vers des produits (produits bruts, biens intermédiaires) dans lesquels la France est relativement mal placée. La prise en compte d'une spécificité sectorielle des échanges français pourrait alors modifier sensiblement la demande mondiale adressée à la France à laquelle on se réfère et qui suppose une structure sectorielle identique des échanges français et mondiaux. Les pertes apparentes de parts de marché ne seraient que la traduction de cet effet. Le retour, prévu en 1985, à une croissance de la demande mondiale plus proche de celle des PIB étrangers, dans la mesure où il irait de pair avec des évolutions moins différentes selon les types de produits, éliminerait cet effet cette année.

C'est ce qui justifie le chiffrage présenté dans le tableau ci-après : en glissement sur l'année la demande mondiale progresse de 4,0 %, et les exportations françaises de 3,5 %. La perte de 0,5 % de parts de marchés correspond sensiblement à la baisse attendue du volume de nos ventes de matériel de guerre et d'avions.

Par ailleurs, les exportations de produits manufacturés observées en janvier-février permettent au mieux d'attendre une croissance des ventes à l'étranger au premier trimestre de l'ordre de 0,5 %, même en supposant de très bons résultats au mois de mars. L'activité française ayant été ralentie au premier trimestre en particulier à cause du froid, on a fait l'hypothèse qu'un rattrapage aura lieu au deuxième trimestre 1985. Les enquêtes auprès des industriels confirment bien à la fois la faiblesse des ventes en début d'année et leur raffermissement par la suite.

Au total, le profil des exportations de produits manufacturés au cours de l'année pourrait être le suivant :

Les exportations de produits manufacturés						taux de croissance %						
1984							1985					
1.84	2.84	3.84	4.84	GAt	MA		1.85	2.85	3.85	4.85	GAt	MA
3.5	-3.6	4.4	1.5	5.7	7.8	Exportations	0.5	1.5	0.5	1.0	3.5	4.5
6.3	-3.1	3.0	1.9	8.1	7.9	Demande mondiale	0.7	1.1	1.1	1.1	4.0	4.5
-2.6	-0.5	1.4	-0.4	-2.4	-0.1	Parts de marchés	-0.2	0.4	-0.6	0.0	-0.5	0.0

### *Les importations*

L'année 1984 s'était terminée par une progression importante des importations industrielles, entraînant une augmentation de 1,8 point du taux de pénétration des produits étrangers en France. Les résultats en valeur de janvier-février con-

duisent à prévoir une baisse du volume des importations de l'ordre de 2 % au premier trimestre. Mais la demande intérieure baisse aussi d'environ 2 % au premier trimestre 1985 en raison de l'évolution des stocks (ceux-ci s'étaient gonflés fin 1984 et se rétractent au premier trimestre). Aussi le taux de pénétration ne recule-t-il que très faiblement par rapport à son niveau de la fin de l'année 1984. Pour les trois derniers trimestres de l'année 1985, on a fait l'hypothèse que le taux de pénétration se stabiliserait à ce haut niveau, la contribution favorable de la compétitivité (en amélioration depuis 1982 malgré une légère dégradation au cours de 1985) compensant la tendance à l'ouverture des frontières. La demande intérieure de produits manufacturés progressant de 1 % à 1,5 % par trimestre sur cette période, les importations augmenteraient d'à peu près autant. Elles progresseraient, en glissement sur l'année, de 2,2 % (3,1 % en moyenne) pour une demande intérieure en croissance de 2,3 % (0,9 % en moyenne). Le taux de pénétration serait au quatrième trimestre 1985 pratiquement au même niveau qu'au quatrième trimestre 1984 (39,7 % au lieu de 39,8 %). En moyenne annuelle il serait supérieur de 0,8 point à son niveau moyen de 1984 (39,6 % au lieu de 38,8 %).

Les importations de produits manufacturés						taux de croissance %						
1984							1985					
1.84	2.84	3.84	4.84	GAT	MA		1.85	2.85	3.85	4.85	GAT	MA
0.4	0.4	0.4	3.9	5.1	3.0	Importations	-2.0	1.2	1.5	1.5	2.2	3.1
-0.3	0.3	2.0	-0.6	1.4	0.1	Demande intérieure	-1.7	1.4	1.4	1.2	2.3	0.9
38.6	38.7	38.0	39.8	///	38.8	Taux de pénétration	39.6	39.6	39.6	39.7	///	39.6

### 3.3. Le solde des échanges de produits manufacturés

Compte tenu de l'ensemble des hypothèses faites précédemment, le solde des produits manufacturés pourrait avoir le profil suivant :

Les soldes de produits manufacturés						milliards de F courants					
		1.84	2.84	3.84	4.84	Total	1.85	2.85	3.85	4.85	Total
Solde comptes nationaux	..	8.6	7.0	8.6	7.4	95	8.6	9.4	9.1	9.2	109
Solde Douanes	.....	8.1	7.9	8.6	8.7	100	8.9	9.8	9.5	9.5	113



## **Le commerce extérieur en valeur : données douanières et données de comptabilité nationale**

L'utilisation parallèle des données douanières (officielles en matière de commerce extérieur) et des données de comptabilité nationale rend utile la description des différences entre les deux sources.

D'une part les valeurs brutes des échanges de produits manufacturés des comptes nationaux excluent les produits de la récupération recensés par les douaniers (environ 1 % des échanges). D'autre part et surtout les modalités de désaisonnalisation sont différentes : correction des jours ouvrables, désaisonnalisation mensuelle pour les unes, désaisonnalisation trimestrielle pour les secondes ; nomenclatures de travail différentes : NEC 2 pour les douanes, NAP40 pour les comptes nationaux.

En 1984, les évolutions au trimestre le trimestre ont été très différentes selon les deux approches : elles conduisent en particulier à des écarts entre niveaux douaniers et comptables supérieurs à la normale en fin d'année 1984. La prévision du solde douanier à partir du solde comptable en est rendue plus délicate que d'ordinaire. On a supposé que l'écart entre les niveaux des échanges douaniers et comptables redeviendrait normal dès le premier trimestre 1985 et proche de l'écart observé en moyenne sur l'année 1984. Ainsi la croissance moyenne en valeur des exportations et des importations est pratiquement la même en 1985 dans les deux mesures. De ce fait, l'amélioration du solde douanier est pratiquement la même que celle du solde comptable en moyenne annuelle (1 milliard de F. d'écart).

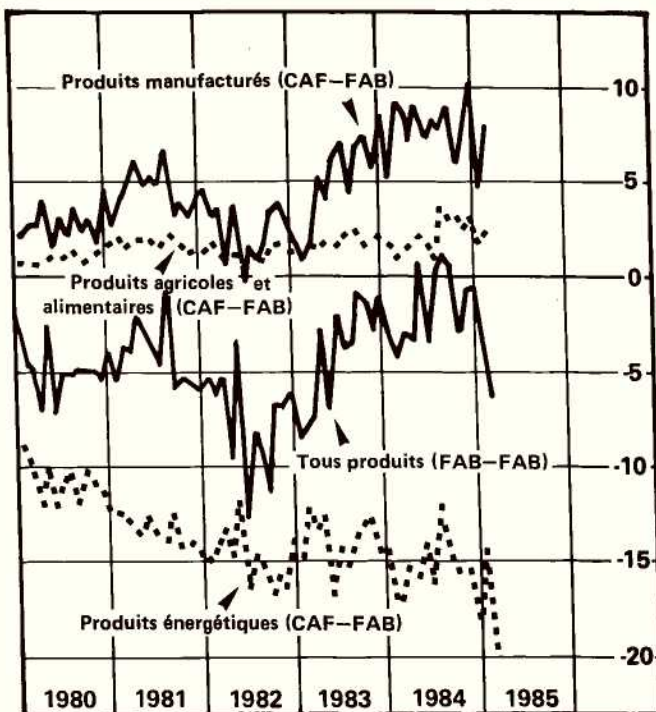
Il serait voisin au premier trimestre de son niveau du quatrième trimestre 1984 sous l'hypothèse d'un fort redressement en mars. Ce redressement rendrait nos échanges, dont l'évolution récente est anormalement dégradée, compatibles avec leurs déterminants traditionnels. Il serait dû au retrait des importations sur leur haut niveau de la fin 1984. En revanche les exportations répercuteraient le ralentissement de la demande mondiale. Les termes de l'échange seraient pratiquement neutres sur cette évolution en raison de la hausse du dollar observée sur ce trimestre.

Par la suite, le solde s'améliorera nettement au deuxième trimestre où les exportations seront mieux orientées en particulier grâce aux ventes d'AIRBUS, puis plus faiblement au second semestre où la progression plus rapide des importations que des exportations sera compensée par l'amélioration des termes de l'échange.

Le solde cumulé sur l'ensemble de l'année serait voisin de 113 milliards de francs en progression de 13 milliards par rapport à celui de 1984. Pour plus des deux tiers (10 milliards), cette amélioration résulte de l'augmentation mécanique de l'excédent à progression identique des importations et des exportations, le reste est dû à une légère amélioration du taux de couverture, les termes de l'échange conservant pratiquement en moyenne annuelle en 1985 leur niveau de 1984.

#### 4. Le solde global des échanges de marchandises

Sur l'ensemble de l'année 1985, le déficit cumulé devrait être du même ordre de grandeur que celui de 1984 calculé avec un taux CAF-FAB identique en 1984 et 1985. L'arrêt de la réduction du déficit serait dû à une progression de 16 milliards de la facture énergétique que compense tout juste la poursuite de l'amélioration de l'excédent des produits manufacturés et secondairement des produits agro-alimentaires.



**Soldes par produits (Matériel militaire inclus)**  
CVS-CJO. En milliards de Francs

Le solde global des échanges de marchandises	niveau mensuel moyen milliards de F courants									
	1984					1985				
	1.84	2.84	3.84	4.84	Total	1.85	2.85	3.85	4.85	Total
Agro-alimentaire .....	1.2	1.8	2.5	3.0	26	2.0	2.0	2.5	2.5	27
Energie .....	-16.5	-15.5	-13.9	-16.4	-187	-18.3	-17.4	-15.0	-16.9	-203
Produits manufacturés .....	8.1	7.9	8.6	8.7	100	8.9	9.8	9.5	9.5	113
Ensemble CAF-FAB** .....	- 6.8	- 5.2	- 2.8	- 4.8	-59	- 7.4	- 5.6	- 3.0	- 4.9	- 63
FAB-FAB* .....	- 3.6	- 2.0	0.4	- 1.4	-20	- 4.4	- 2.6	0.0	- 1.9	-27

\* avec taux CAF-FAB de 95,5 % pour 1984 et de 96,2 % pour 1985.

\*\* obtenu par correction des variations saisonnières sur le total.



On pourrait s'étonner que la France ne parvienne plus à réduire son déficit commercial alors que la croissance du PIB restera en 1985 plus faible en France qu'à l'étranger. Mais le bon indicateur pour juger de l'évolution du solde extérieur est l'écart de croissance entre la demande intérieure de produits manufacturés en France et à l'étranger : il peut différer sensiblement de l'écart de croissance des PIB français et étranger qui englobe la production de tous les biens et services notamment agricoles. Or s'il est clair que l'écart de croissance des PIB sera encore nettement en faveur de l'étranger en 1985, l'écart sur les demandes intérieures de produits manufacturés devrait l'être beaucoup moins : la demande intérieure française, pratiquement étale jusqu'à l'hiver 85 devrait progresser de 4 % en glissement sur la fin de l'année. En revanche la croissance de la demande intérieure à l'étranger devrait être moins forte en 1985 qu'en 1984.



